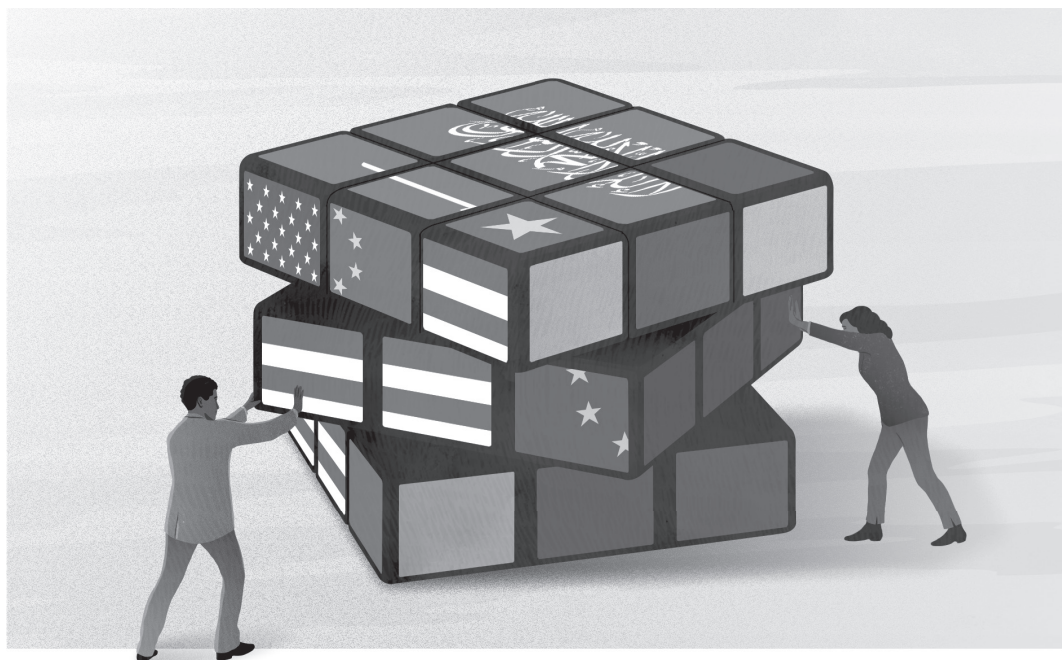


ramses 2025

SOUS LA DIRECTION DE THIERRY DE MONTBRIAL ET DOMINIQUE DAVID

ifri



ENTRE PUISSANCES ET IMPUISSANCE

- MOYEN-ORIENT : LA RECOMPOSITION SANS FIN
- ÉTATS-UNIS : L'EMPIRE INQUIÈTE...
- UNION EUROPÉENNE : UN DESTIN CONTRARIÉ ?

DUNOD

Israël-Gaza après le 7 octobre

Le séisme et ses répliques

Le conflit à Gaza met aux prises deux acteurs en crise interne : des Palestiniens sans représentation crédible et des Israéliens politiquement très clivés. Les solidarités avec l'un et l'autre camp s'ordonnent internationalement de manière nouvelle, avec les poids inédits des opinions et d'instances internationales qui affectent le rapport de force global. Seule une mobilisation internationale pourra rendre possible une solution à deux États, unique sortie crédible pour un conflit séculaire.

L'effroyable attaque terroriste perpétrée par le Hamas en territoire israélien le 7 octobre 2023, et l'offensive israélienne massive à Gaza qui a suivi, peuvent être compris comme de nouveaux épisodes du conflit israélo-arabe qui endeuille le Proche-Orient depuis 1948. Mais ils font évoluer la réalité physique et le statut symbolique de l'affrontement.

La guerre sans merci entre l'armée israélienne et les combattants du Hamas remet au centre du jeu international une question palestinienne largement oubliée du fait de l'illusoire élargissement d'une zone de paix sécuritaire autour d'Israël. D'autres conflits urgents brouillent l'engagement des parrains historiques des deux camps : les décisions stratégiques quotidiennes des Européens sont dominées par l'affrontement russo-ukrainien ; les États-Unis sont focalisés sur la montée en puissance de la Chine et doivent tenir la Russie en respect ; les monarchies arabes du Golfe naviguent entre reprise en main post-printemps arabes et désir d'apaisement avec l'Iran... Pendant la guerre froide, la partition du monde en deux blocs idéologiques dictait des choix de circonstance assez simples ; le conflit israélo-palestinien perturbe désormais le jeu international, sans pour autant structurer d'alliances.

Le conflit en abyme : deux impasses dans l'impasse

Deux récits historiques, antagonistes et de moins en moins conciliables, s'affrontent aujourd'hui au Proche-Orient dans un contexte d'effondrement émotionnel sans précédent. Pour les Israéliens, et pour beaucoup de Juifs de la diaspora, le 7 octobre est un pogrom, faisant directement écho au souvenir des persécutions anti-juives du passé. Pour les Palestiniens, Israël poursuit une entreprise de nettoyage ethnique entamée avec les premières expulsions des villages arabes de 1948, et qui doit aboutir à les chasser définitivement de leurs terres. *Nakbah* contre *Shoah*, et un mur au milieu.

La confusion palestinienne

La saga de l'émancipation nationale palestinienne, portée à partir de 1967 par la lutte armée de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), a marqué une étape avec la signature des accords d'Oslo en 1993. Le dispositif transitoire alors mis sur pied devait aboutir à un partage définitif de la terre et permettre l'émergence d'un État palestinien. L'échec de cette transition a engendré un nouveau cycle de radicalisation et effacé progressivement du débat l'idée de la faisabilité même de cet État.

Alors que l'Autorité palestinienne (AP) gagnait au fil du temps une réputation de corruption et d'autoritarisme, la victoire en 2006 du Hamas, mouvement islamiste et nationaliste, lors des élections législatives à Gaza, a achevé de disqualifier les acteurs politiques palestiniens aux yeux d'Israël. Depuis lors est actée une division *de facto* entre deux entités politiques palestiniennes impuissantes, sur deux territoires qui ne communiquent pas : à Gaza, un ghetto scellé, sous perfusion d'aide qatarie après le tarissement des financements occidentaux, et une militarisation du paysage dégénéralant régulièrement en mini-conflits de haute intensité avec l'armée israélienne ; côté Cisjordanie, un pouvoir fantoche survivant sous l'égide du cacique Mahmoud Abbas (bientôt 90 ans) en évitant les élections, impuissant à empêcher le grignotage constant du terrain par les colons israéliens.

Prenant acte de cette réalité en décomposition, Israël reconstruit depuis quinze ans l'image de ses anciens interlocuteurs palestiniens entre radicalité, incompetence et folie. La faillite des institutions palestiniennes laisse effectivement la part belle aux mouvements de résistance non étatiques, dont le Hamas. Les rumeurs d'une nouvelle *intifada* (littéralement : soulèvement) se propagent aussi à chaque poussée de tension en Cisjordanie, démontrant à quel point l'impératif de sécurité est impossible à atteindre.

Quel serait aujourd'hui l'objectif des Palestiniens – ceux des Territoires, plus de cinq millions, mais aussi ceux de la diaspora, aussi nombreux et plus si on leur adjoint les Arabes israéliens (deux millions) : un pays, une terre, une religion ? Quant aux moyens de lutte, la fin des guerres israélo-arabes a laissé place à des affrontements asymétriques avec l'armée israélienne, où les combattants palestiniens utilisent toutes les ressources du terrorisme, au risque de piéger la population dans leur radicalité suicidaire. Le martyr de Gaza en est le résultat direct.

Les failles d'Israël

Le sort d'Israël, « seule démocratie du Moyen-Orient », est indissolublement lié à la question palestinienne. La capacité de l'État hébreu à produire un récit historico-messianique évinçant progressivement les Arabes de son horizon mental se heurte quotidiennement à la réalité démographique et géopolitique, et Israël n'échappe pas à la crise identitaire.

La fragmentation de son paysage politique, social et religieux, en groupements micro-communautaires, se résout par la cristallisation des extrêmes en coalitions éphémères. Cinq scrutins législatifs depuis le printemps 2019 et un leader insubmersible qui a résisté à l'attaque du Hamas : Benyamin Netanyahu, président du parti Likoud, nationaliste et conservateur, artisan d'une politique de stricte

fermeté envers les Palestiniens et soutien sans état d'âme de la colonisation. Allié à des suprémacistes juifs, poursuivi pour des affaires de corruption, Netanyahu est aussi accusé d'avoir négligé les signaux précis qui annonçaient la catastrophe du 7 octobre. Sa survie politique, qui passait avant cette date par une réforme très contestée des institutions judiciaires, se joue désormais sur la guerre. Le Premier ministre n'hésite pas à accuser les militaires de forfaiture, jusqu'à dissoudre le cabinet de guerre en juin 2024.

La fin d'une équation stratégique longtemps figée à l'avantage d'Israël attise en effet les désaccords entre civils et militaires. La supériorité militaire de l'État hébreu sur tous ses ennemis, qui est à la fois posture, objectif et nécessité, est remise en cause. Avant le 7 octobre, la terre d'Israël était sanctuarisée ; ce n'est plus le cas, comme l'ont confirmé les premières frappes iraniennes directes vers Israël dans la nuit du 13 au 14 avril 2024. Théorisant cette menace permanente, Israël souhaite garder la main sur ses décisions militaires, mais reste partiellement dépendant de ses alliés pour son armement. Or le drame de Gaza alimente le doute sur la légitimité de ce commerce, y compris aux États-Unis.

Les effets économiques, et donc sociaux, de la guerre, seront aussi très importants pour un pays déjà clivé par la montée des inégalités. Au printemps 2024, le coût total de la guerre était estimé par la Banque centrale israélienne à près de 65 milliards d'euros en dépenses de défense, besoins civils et pertes fiscales. La raréfaction de la main-d'œuvre, du fait de la mobilisation des réservistes, mais aussi des déplacements forcés d'habitants, du tarissement de la main-d'œuvre immigrée et de l'interdiction quasi totale pour les Palestiniens de travailler en Israël, fragilise particulièrement le bâtiment et les travaux publics (BTP) et l'agriculture. Le tourisme est à l'arrêt avec une chute de 80 % du nombre de visiteurs. La défiance des entreprises étrangères augmente et le montant des investissements directs étrangers (IDE) est passé de 23 à 16 milliards de dollars entre 2022 et 2023.

Les répliques de Gaza : effets internationaux

Dans la bande de Gaza, le Hamas, mouvement protéiforme et dont une partie des cadres réside à l'extérieur, est pour Tsahal une cible mouvante. L'extension des combats aux autres frontières d'Israël est possible, et de nouvelles mobilisations émergent au-delà du Proche-Orient.

Théâtres anciens et nouveaux

À peine l'armée israélienne entrée à Gaza, l'élargissement des opérations au sud vers Rafah, à la frontière égyptienne, et au nord vers le Liban était évoquée : pour restaurer sa capacité de dissuasion, Israël doit tenir en respect le Hezbollah libanais, allié de l'Iran et ami du Hamas, renforcé de son combat aux côtés de Bachar Al-Assad en Syrie. Pour contenir cet ennemi qui tire en continu en territoire israélien, Israël procède à des frappes ciblées sur des cadres au Liban même, mais aussi en Syrie : le 1^{er} avril 2024, une frappe sur le consulat iranien de Damas tue le commandant en chef de la Force Al-Qods du corps des Gardiens de la révolution, provoquant des représailles iraniennes. Plusieurs centaines de drones et de missiles iraniens visent Israël ; ils sont pour la plupart interceptés avec l'aide des défenses anti-aériennes américaines, britanniques, françaises et jordaniennes,

la participation de ce pays arabe à la défense d'Israël étant perçue comme une importante victoire symbolique.

La capacité de nuisance de la nébuleuse des amis du Hamas s'exprime aussi un peu plus loin, en mer Rouge, qui concentre 25 à 30 % des flux maritimes mondiaux et 17 % du trafic internet mondial. Depuis l'automne 2023, les combattants yéménites houthistes s'en prennent, par des actes relevant plus de la piraterie que d'opérations militaires d'envergure, aux navires en transit qu'ils estiment être liés à « l'entité sioniste ». En six mois, un vraquier est coulé, deux sont arraisonnés, d'autres subissent des dégâts mineurs, mais la hausse du coût des assurances et le détournement du trafic vers le cap de Bonne-Espérance pèsent sur le commerce international – et sur les finances de l'Égypte, qui voit s'effondrer les recettes du canal de Suez.

Hésitations internationales et positionnement du « Sud global »

Dans la bataille, Israël peut compter sur le soutien américain, mais cette fois pas sans nuances : Washington porte à bout de bras les efforts pour obtenir un cessez-le-feu en échange du retour des otages israéliens, mais Joe Biden a signifié explicitement à plusieurs reprises son désaccord à Netanyahu sur la conduite des opérations. La principale crainte américaine est celle d'une extension des affrontements au Liban et d'une escalade avec l'Iran qui embraserait toute la région. L'Union européenne (UE) a eu un réflexe initial commun pour condamner le terrorisme, mais l'unité s'est lézardée sur l'interminable calvaire des civils de Gaza. L'Allemagne est sans discussion aux côtés d'Israël. La France hésite – elle a été le deuxième pays le plus touché, après Israël, par le nombre de morts et d'otages, le premier à interdire les manifestations pro-palestiniennes, avant de les autoriser à nouveau. L'Espagne et l'Irlande dénoncent les massacres à Gaza et ont reconnu l'État de Palestine le 28 mai 2024.

Plusieurs puissances émergentes d'un « Sud global » qui se structure en marge de la guerre russo-ukrainienne sont fermement pro-palestiniennes. La Russie s'est abstenue de condamner l'attaque du Hamas et a affiché son plein soutien à la cause palestinienne. La Chine aussi, qui s'immisce dans le processus de réconciliation inter-palestinien en invitant à Pékin représentants du Hamas et du Fatah pour des pourparlers sans lendemain. Brésil, Afrique du Sud, Turquie sont du même côté, tandis que les monarchies arabes du Golfe tentent l'équilibre.

L'élargissement des mobilisations civiles

L'affrontement israélo-palestinien travaille les sociétés au-delà du théâtre immédiat du conflit. La quête entravée de justice issue des printemps arabes se fixe désormais sur Gaza, et partout les régimes surveillent les manifestations qui risquent de les déstabiliser – le roi de Jordanie doit composer avec une population aux trois quarts palestinienne, l'Égypte craint un afflux de réfugiés. En Arabie saoudite, le prince héritier Mohammed ben Salmane punit désormais les dérapages antisémites.

L'accès à l'information professionnelle s'est beaucoup réduit avec l'offensive israélienne à Gaza : l'armée contrôle soigneusement toutes les données issues des Territoires palestiniens, et plusieurs journalistes sont morts en service à Gaza et

au Liban. Le rôle des réseaux sociaux se renforce : ils diffusent images et récits des atrocités des deux camps sans qu'il soit possible de vérifier en temps réel l'exactitude des contenus. Si la catastrophe humanitaire de Gaza conforte la solidarité de la majorité des populations des pays musulmans – en Asie notamment (Indonésie, Malaisie, Pakistan), mais aussi en Afrique –, l'effet de choc est saisissant en Europe, aux États-Unis, en Amérique latine, où diasporas juives et arabes mobilisent leurs soutiens. Les incidents violents se multiplient sur les campus des universités américaines les plus prestigieuses, se surimposant aux clivages politiques existants. Les étudiants pro-palestiniens sont maintenant majoritaires dans le pays sur lequel Israël compte le plus.

L'extension-surprise du domaine du droit

Le *vademecum* du droit international sur le conflit israélo-palestinien a longtemps été constitué, depuis le premier plan de partage de 1948, par les résolutions successives de l'Organisation des Nations unies (ONU). Considérée par Israël comme systématiquement biaisée en faveur des Palestiniens, l'intervention de la « communauté internationale » a été progressivement marginalisée après Oslo. L'après 7 octobre voit un regain d'activité de l'organisation : les propositions de résolutions en faveur d'un cessez-le-feu se succèdent au Conseil de sécurité et l'Assemblée générale vote massivement en mai en faveur d'une adhésion des Palestiniens à l'ONU. Joe Biden propose peu après une initiative de paix adoptée grâce à l'abstention russe, qui marque le retour d'un début de consensus international sur l'urgence d'une solution.

Mais le droit s'impose désormais par d'autres canaux. L'Afrique du Sud a saisi la Cour internationale de Justice pour examiner le caractère potentiellement génocidaire des opérations israéliennes à Gaza. Le procureur général de la Cour pénale internationale (CPI) demande que soit reconnue la responsabilité de Benjamin Netanyahu et de son ministre de la Défense pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, et réclame en parallèle des mandats d'arrêt contre de hauts-responsables du Hamas. Les États-Unis annoncent des sanctions contre des colons israéliens extrémistes en Cisjordanie, tandis que la justice française se déclare compétente pour poursuivre des soldats franco-israéliens coupables d'actes de torture dans les Territoires palestiniens.

L'après Gaza : quelles perspectives de paix ?

Les crimes terroristes du Hamas et les atrocités de l'offensive israélienne à Gaza ont concentré l'analyse sur les aspects militaires du conflit et inhibé toute réflexion sur la paix. Une issue politique adviendra pourtant quand les armes se tairont.

Fragilité des paix partielles

Plus de 45 ans après les accords de Camp David (1978) qui ont normalisé les relations entre Israël, l'Égypte et la Jordanie, l'existence même de l'État hébreu reste contestée par certains acteurs radicaux au Moyen-Orient. Les États voisins eux-mêmes sont en désaccord. Liban et Syrie sont toujours officiellement en guerre avec Israël. Guerre qui pourrait s'étendre avec l'entrée en lice de l'Iran. L'Égypte elle-même a menacé plusieurs fois depuis le 7 octobre de dénoncer son accord de

paix. Pourtant, le syndrome de la forteresse qui frappe Israël ne sera surmonté que par l'élargissement du système de paix.

Les accords d'Abraham, signés en 2020 sous l'égide de l'administration Trump, ont tenté de contourner le problème en échangeant une perspective de développement régional, financée par les monarchies arabes du Golfe, contre l'effacement des demandes palestiniennes. Après les Émirats arabes unis, le Bahreïn, le Maroc et le Soudan, Israël attend que l'Arabie saoudite se joigne aux signataires. Aucun de ces pays n'a participé aux guerres contre Israël, mais l'Arabie est à l'origine de la dernière grande initiative de paix arabe (2002), et son statut de puissance s'est considérablement renforcé depuis dix ans. Quant au Qatar, cantonné par les Israéliens à un rôle de pourvoyeur humanitaire à Gaza, il est devenu le principal médiateur avec le Hamas.

Les trois issues

On ne peut imaginer que trois issues politiques au conflit. La solution d'un seul État, ethniquement juif, installé sur toute la Palestine historique, est défendue par des gouvernements israéliens de plus en plus marqués à droite. Si le 7 octobre a donné un coup d'accélérateur à la colonisation juive en Cisjordanie, il faudrait aussi pour arriver à ce résultat expulser les Palestiniens des Territoires occupés et exiler les Arabes israéliens. La deuxième solution est celle d'un État binational, qui verrait cohabiter sur ces mêmes terres Juifs et Arabes à égalité de droits – option peu crédible même à moyen terme, au vu des souffrances mutuellement infligées et des haines qu'elles alimentent.

La solution des deux États est la troisième option, que défendent les médiateurs appelés au chevet du conflit : Israël et un État de Palestine vivant côte à côte, en sécurité, dans des frontières négociées. La réduction depuis Oslo de l'espace alloué aux Palestiniens ne doit pas faire oublier que cette paix ratée a posé les fondements des institutions palestiniennes actuelles qui sont, malgré leurs défauts, un embryon d'État. Pour que l'affrontement déclenché par le 7 octobre soit le dernier et que les négociations reprennent, il faudrait un changement politique d'un côté comme de l'autre, une médiation extérieure qui impose les termes de la discussion, et l'accord unanime de la communauté internationale pour viabiliser économiquement la paix. Le plus difficile sera d'imaginer le dispositif de sécurité régional à même de rassurer l'ensemble des protagonistes, directs et indirects, d'un conflit israélo-arabe qui pourrait venir s'hybrider à d'autres guerres.

D. S.

Pour en savoir plus

- G. Araud, *Israël. Le piège de l'Histoire*, Paris, Tallandier, 2024.
- J.-P. Filiu, *Comment la Palestine fut perdue. Et pourquoi Israël n'a pas gagné. Histoire d'un conflit (xix^e-xxi^e siècle)*, Paris, Seuil, 2024.
- Geneva Initiative, disponible sur : <https://geneva-accord.org>.

